

DP

DOMAINE PUBLIC

Analyses, commentaires et informations sur l'actualité suisse

Indépendant, différent, réformiste depuis 1963

En continu, avec liens et commentaires, sur domainepublic.ch

DP2259

Edition du
07 octobre 2019

DANS CE NUMÉRO

Elections fédérales: en battant la campagne (Jean-Daniel Delley)

Les partis ne proposent guère une réflexion à la mesure de l'enjeu climatique

Quand l'extrême gauche se convertit à la décroissance (Yvette Jaggi)

Une notion qui mérite mieux, l'écologie politique a une noble histoire

Smartvote ou la tentation de rationaliser le choix subjectif des électeurs (Jean Christophe Schwaab)

Une analyse critique de Smartvote comme outil d'aide à la décision

Economies d'énergie: les cantons n'assument pas leurs responsabilités (Michel Rey)

Les politiques énergétiques cantonales ne sont pas à la hauteur des besoins

Correction (Rédaction)

Elections fédérales: en battant la campagne

Les partis ne proposent guère une réflexion à la mesure de l'enjeu climatique

Jean-Daniel Delley - 26 septembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35523>

Morne campagne électorale, mis à part quelques rares éclats - la [pomme](#) de l'UDC et les [pages web](#) du PDC - qui n'ont pas eu plus d'effet que des pétards mouillés. Pas de grands débats, pas d'idées novatrices, pas même l'esquisse de ce à quoi pourrait ressembler la Suisse de demain. Mais partout, dans la presse comme dans les rues, des portraits affichés confirmant la personnalisation croissante de la vie politique.

La campagne adopte clairement la couleur verte pour se mettre au diapason des grèves, manifestations et autres actions de jeunes (et moins jeunes) protestant contre le dérèglement climatique. Ces appels aux autorités à prendre sans tarder les mesures nécessaires auraient dû trouver un écho dans les programmes des partis.

Identifier les causes premières du problème

Laissons de côté l'UDC qui s'est mise hors jeu dans ce dossier. Le sursaut écologique tardif du [PLR](#) aboutit à une liste de mesures et à beaucoup de généralités. Ce parti mise sur la responsabilité individuelle, l'innovation et la vérité des coûts, dans le contexte d'une économie forte. Mais il se garde de préciser comment cette économie,

jusqu'à présent source d'épuisement des ressources naturelles et de gaspillage, devrait changer pour respecter l'environnement et stabiliser le climat.

[Le PDC](#), qui se définit comme «*le trait d'union*» - nouvelle appellation du centre? - n'est guère disert sur le sujet: une taxe sur les billets d'avion pas plus que les «*succès*» de Doris Leuthard ne font une vraie politique climatique.

[Les Verts](#) proposent certes un [programme climatique](#) consistant, mais passent rapidement sur la nécessité de transformer l'économie.

Le PSS fait un effort significatif. Son «*Plan Marshall*» pour le climat - on sent là la patte de [Roger Nordmann](#) - décline nombre de propositions touchant aussi bien les transports que les bâtiments, l'industrie et l'agriculture, la production d'énergie. Plus que d'un catalogue, il s'agit d'une véritable stratégie qui combine investissements, informations, prescriptions et taxes incitatives. Par ailleurs le plan explicite les coûts induits et la charge afférente à différentes catégories de revenus.

Bien sûr une campagne électorale ne se mène pas à coups d'épais rapports et de stratégies d'action complexes.

Le slogan, le message concis et percutant attirent plus l'attention. Mais pour répondre au défi climatique, il faudra plus qu'isoler les bâtiments, taxer le CO₂ et installer des panneaux solaires.

Une logique économique destructrice

L'économiste [Werner Vontobel](#) situe précisément le problème en dénonçant une économie des circuits longs: brevetage aux Etats-Unis, production en Chine, montage en Suisse par des ouvriers détachés de Pologne, expédition des déchets en Afrique. Telle est la logique d'une économie qui vise les coûts les plus bas pour des profits les plus élevés. Avec comme conséquences une forte consommation d'énergie et un usage peu économe des matières premières.

Ce modèle économique ne détériore pas seulement l'environnement. Son impact social est lui aussi largement négatif. La globalisation conduit à l'optimisation de la plus-value: par exemple en délocalisant la production ou en menaçant de le faire pour obtenir des baisses de salaire ou d'impôt. Avec à la clé une répartition très inégale des revenus.

C'est donc les modes de création de richesse

caractérisant notre économie qu'il s'agit de repenser. Vontobel évoque l'économie de proximité – les Français parlent d'économie résidentielle. Dans quelle mesure des circuits courts de production et de distribution permettent-ils de satisfaire les besoins d'une collectivité? Quelle est la dose optimale de marché qui permet parallèlement le développement d'une économie de proximité?

Pour répondre à ces questions, les économistes devraient

d'abord distinguer coûts et bénéfices du marché au lieu de les additionner au sein d'un PIB qui ne comptabilise que la valeur monétaire des biens et des services.

Dans son discours devant l'Assemblée générale de l'ONU, le [président de la Confédération](#) a évoqué les innovations, les solutions techniques et les investissements comme les trois piliers d'une politique climatique efficace. Une manière d'éluder les dysfonctionnements de notre

modèle économique et les causes de l'érosion des conditions naturelles indispensables à la vie sur Terre.

Le niveau des mers monte, alors construisons des murs. Ou interrogeons-nous sur les facteurs qui contribuent à ce phénomène et sur les moyens de les contrecarrer. Les débats sur le climat et la détérioration de l'environnement vont se focaliser sur ces deux logiques: conserver les structures de pouvoir ou les transformer.

Quand l'extrême gauche se convertit à la décroissance

Une notion qui mérite mieux, l'écologie politique a une noble histoire

Yvette Jaggi - 06 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35543>

Surprise: en tête de son affiche électorale et en grosses lettres vertes, la liste vaudoise d'Ensemble à Gauche s'annonce «*Pour une décroissance juste et solidaire*».

Cette priorité étonnante, c'est à coup sûr l'un des trois députés au Grand Conseil vaudois figurant sur la liste pour le Conseil national qui l'a inspirée: Yvan Luccarini, objecteur de croissance de son état, par ailleurs administrateur et metteur en page de [Moins!](#), le vaillant bimestriel romand d'écologie politique paraissant depuis sept ans.

La priorité affichée marque une rupture d'avec le productivisme et la priorité implicitement donnée à la croissance économique comme aide au développement de l'Etat-providence et garante d'un accroissement des revenus du travail – et pas seulement du capital.

Résistance générale et initiatives de base

La [décroissance](#) va-t-elle mettre fin à la lutte pour sauver les emplois – et donc aussi les employeurs – dans certains secteurs, tels le nucléaire à Fessenheim, le charbon en Allemagne, les

schistes bitumineux en Amérique du Nord?

La question restera rhétorique aussi longtemps que l'idée même de décroissance fera l'objet d'un rejet catégorique. Et aussi longtemps que la peur et le scepticisme accueilleront les propositions différenciées tendant à donner un coup de frein à la croissance, tels l'instauration d'une économie circulaire, la priorité à une agriculture de proximité et le renoncement aux échanges commerciaux à l'échelle intercontinentale en tout cas.

La résistance générale ne décourage pas les auteurs de toutes sortes d'initiatives

locales et à petite échelle, qui affirment leur volonté de sortir par le bas des grands schémas d'activités globalisées. Autre signe encourageant: l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qui a si longtemps mobilisé contre elle les altermondialistes de la planète, n'a plus la force ni les activités susceptibles de faire descendre les contestataires dans la rue.

Les fondements de l'écologie politique

Au plan théorique, on note un regain d'intérêt pour les fondateurs de l'écologie politique, pour ceux donc qui ont contesté le discours de la croissance à l'époque de son triomphe, c'est-à-dire durant les Trente Glorieuses. Dans la seule année 2019, diverses publications ont remis en lumière les pionniers de la décroissance.

Coup sur coup, Serge Latouche publie un *Que sais-je?* particulièrement dense sur [La décroissance](#) et un important ouvrage intitulé [Remember Baudrillard](#), honorant Jean Baudrillard (1929-2007), l'auteur des dénonciations mémorables du *Système des objets* (1968) et de *La société de consommation* (1972).

Le printemps 1972 avait vu l'apparition du mot décroissance, formulé dans *Le Nouvel Observateur* par André Gorz (1923-2007), le véritable fondateur de l'écologie politique. Pour combattre la double emprise du marché capitaliste et de

l'administration étatiste, il préconise d'instaurer un système de décroissance fait d'autolimitation généralisée et démocratiquement consentie. Un tel système conviendrait bien à la gouvernance de la transition écologique, comme le confirme la récente réédition, sous le titre [Eloge du suffisant](#), d'un essai datant de 1992.

C'est aussi en 1972 que Dennis Meadows livre au Club de Rome son important Rapport sur [Les limites de la croissance](#). La seule idée de prendre en compte ces limites dans une modélisation dynamique de l'écosystème mondial a conduit à une large prise de conscience que seuls peut-être *Printemps silencieux* de Rachel Carson et *La bombe P* de Paul Ehrlich avaient contribué à préparer dans les années 60. Une certaine dose de catastrophisme peut avoir effet d'alerte.

Le développement durable mis en question

Les partisans résolus de la décroissance dénoncent l'hypocrisie du développement durable, ce nouvel habit du capitalisme qui multiplie les occasions d'affaires. Les milliards investis dans la transition énergétique et les incitations à se lancer dans le [«business vert»](#) montrent bien que la durabilité fait aussi marché.

Mais certains marquent des nuances, philosophiques, économiques, psychologiques. A commencer par Edgar Morin,

ce grand maître à penser: sachant qu'une croissance indéfinie dans un monde fini relève de l'absurde, il opte pour la [complexité](#) et la réflexion sur ce qui doit croître et ce qui doit décroître.

Ivan Illich (1926-2002) envisageait déjà la disparition programmée de la société de croissance comme l'urgente et opportune nécessité de trier parmi les activités à développer et de choisir celles qui contribuent à l'instauration d'une [société conviviale](#). Ce qui contraint les individus à respecter l'ordre du raisonnable, la nécessité de l'autolimitation et la reconnaissance du bien vivre dans l'équité comme valeur fondamentale.

Plus près de nous et sur le mode personnel, le Lausannois Pierre-Yves Lador, sachant que *«la décroissance est invendable parce que l'humain n'est pas prêt à renoncer à quoi que ce soit»*, dénonce l'[édulcoration collective](#), via la promotion de la voiture électrique, l'augmentation des temps de congé et les circuits de distribution plus directs - toutes interventions rangées dans la catégorie emplâtres sur une jambe de bois. Concrètement, notre auteur préfère se réfugier dans la décroissance individuelle, faite de frugalité matérielle et de développement spirituel.

Avec son affiche, la gauche de la gauche vaudoise a pris le risque de viser haut et loin, hors de sa portée électorale et peut-être des préoccupations

de sa base. Mais elle a saisi aussi la chance de placarder

une préoccupation essentielle

pour l'avenir de toute la société.

Smartvote ou la tentation de rationaliser le choix subjectif des électeurs

Une analyse critique de Smartvote comme outil d'aide à la décision

Jean Christophe Schwaab - 29 septembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35531>

Avant les élections fédérales, diverses organisations, associations et *lobbies* y vont de leur questionnaire aux candidates et candidats. But de l'opération: émettre des recommandations de vote afin qu'un maximum de futurs élus soutiennent leurs propositions.

Ces questionnaires sont bien évidemment subjectifs et orientés en fonction de l'idéologie et des prises de position des organisations qui les élaborent. Ainsi, il n'est guère surprenant de voir l'Usam, qui prétend détecter la «PME-compatibilité» des candidats, mettre en avant les membres des partis bourgeois partageant la vision de cette organisation patronale qui prône un soutien aux PME pour le moins libéral.

Pour l'électeur, ces questionnaires orientés ne constituent pas une véritable aide à la décision, à moins qu'il n'ait, pour des raisons qui lui sont propres, décidé de se fier à une organisation en particulier.

Pour faire un tri parmi les

centaines de candidats, nombreux sont les électeurs qui se tournent vers [Smartvote](#). Il faut dire que cet outil en ligne prétend les aider à faire un choix éclairé, en dévoilant de manière non partisane de quels candidats ils sont les plus proches.

Le but paraît certes noble, mais les défauts de conception sont tels qu'il ne peut pas être atteint. Pire encore, Smartvote laisse entendre que l'électeur qui se fie au résultat du questionnaire ferait un choix objectif et rationnel. Or, il suffit d'examiner tant les questions posées que celles passées sous silence pour se rendre compte que tel n'est pas le cas.

Des questions «plutôt» vagues

De nombreuses questions sont en effet formulées de manière si vague qu'il s'avère difficile de savoir ce que pense vraiment le candidat et plus encore d'apprendre ce qu'il voterait dans un cas concret, intention que les électeurs doivent connaître. Cette impression de flou se trouve

renforcée par le libellé de nombreuses questions auxquelles le candidat ne peut pas répondre seulement par oui, non ou abstention - les trois seules possibilités offertes à un parlementaire... comme à un électeur lors d'une votation populaire. Le candidat peut aussi répondre par «*plutôt oui*» ou «*plutôt non*», ce qui lui évite de s'engager vraiment.

De nombreuses questions demandent en outre au candidat s'il pourrait approuver «*des mesures*» pour résoudre tel ou tel problème, mais sans préciser lesquelles. Enfin, certaines questions comportent carrément des erreurs, même s'il faut mettre au crédit de Smartvote quelques corrections par rapport à l'édition 2015.

Les questions que Smartvote ne pose pas

Quant aux questions ignorées par Smartvote, elles confirment par leur absence le fait que l'outil ne permet certainement pas de faire un choix éclairé portant sur tous les thèmes importants. Ainsi, c'est en vain

que l'on cherche une question sur l'accord-cadre avec l'UE, l'un des dossiers les plus épineux et les plus cruciaux de la prochaine législature. Pas de question non plus sur l'accord de libre-échange avec le Mercosur qui aura animé l'été politique suisse ni sur le harcèlement sexuel, l'un des sujets actuellement les plus débattus dans quasiment tous les pays.

Interrogé sur ces lacunes, Smartvote invoque le manque de place. Une excuse d'autant plus surprenante que l'outil comporte de nombreuses questions portant sur des thèmes relevant de la politique cantonale (notamment la formation) ou sur des objets dont personne ne peut encore dire à quoi ils vont bien pouvoir ressembler, tel un hypothétique accord de libre-échange avec les USA en vue duquel les négociations n'ont pas encore commencé.

Il faut enfin relever un sérieux déséquilibre dans le choix des thèmes: comme la protection de l'environnement se taille la part du lion, on peut craindre que le questionnaire n'avantage par trop les candidats roses-verts, voire Verts libéraux.

Autre absente de marque, la révolution numérique a été externalisée par Smartvote qui consacre à ce thème actuel [un questionnaire à part, élaboré avec Swico](#), association professionnelle de la branche des nouvelles technologies. Au passage, le questionnaire abandonne toute forme de

neutralité partisane, puisque Swico en profite – typique d'un *lobby* – pour répertorier les candidats qui sont selon elle les plus «*digital affine*» (*sic*). La recommandation venant d'une organisation économique, elle classe en tête, sans surprise, des candidats appartenant à des partis bourgeois.

L'individu ou le collectif?

Indépendamment de la qualité des questions, l'usage de Smartvote n'est guère conforme à l'esprit de notre système électoral, du moins pour ce qui concerne l'élection au Conseil national. Car il s'agit d'un scrutin proportionnel dans lequel c'est surtout la force de la liste – donc du collectif – qui détermine une élection. Or, au lieu des positions défendues par les listes, Smartvote préfère mettre en avant les avis personnels des candidats.

Il serait certes intéressant de mettre l'accent sur les différences de positions au sein d'un même parti (fréquentes dans un pays multiculturel comme la Suisse), voire sur une même liste, mais il faudrait alors que cela se fasse sur la base de questions sérieuses, précises... et qui portent sur les vraies lignes de fracture au sein des partis. Il serait par exemple utile de connaître plus précisément les avis sur l'accord-cadre avec l'UE au sein de la gauche, comme les avis sur l'accord avec le Mercosur des candidats UDC et PLR, certainement tirillés entre les consignes des milieux d'affaires zurichois et les

craintes des agriculteurs.

Il n'en demeure pas moins que certains vantent les mérites de Smartvote justement pour cette possibilité de différencier les candidats de leurs co-listiers. A entendre certains de ses partisans, il serait le parfait instrument contre une certaine forme de stalinisme en vigueur dans de nombreux partis qui forceraient leurs candidats à réciter le programme sans leur permettre le moindre écart de ligne. On retrouve cette argumentation surtout chez ceux qui mettent en avant leur indépendance par rapport à leur propre parti ou contestent le système partisan dans son ensemble.

Vers la démocratie du clic

La délégation des décisions humaines aux algorithmes constitue un autre problème plus fondamental encore. Certes celui de [Smartvote](#), contrairement à de nombreux algorithmes, s'avère transparent et relativement compréhensible pour un béotien. Mais il revient tout de même à abandonner une partie de son libre-arbitre à un processus automatisé. Dans le contexte d'une augmentation massive des décisions automatisées publiques et privées fondées sur des algorithmes souvent opaques et incompréhensibles pour le commun des mortels, il y a de quoi s'inquiéter.

Cette tendance devient franchement inquiétante quand on considère [les récentes propositions d'Avenir Suisse](#)

tendant à coupler la généralisation du vote électronique avec l'usage de logiciels de recommandation du type Smartvote, prélude à une démocratie du clic où la technologie soulagerait l'électeur de la lourde tâche de faire son choix et de remplir son bulletin de vote.

Quoi qu'il en soit, ces tentatives de rationaliser et d'objectiver les choix des électeurs, forcément subjectifs et parfois émotionnels, s'inscrivent dans un mouvement de fond consacrant la toute-puissance des données et des outils informatiques, considérés par beaucoup de gens comme étant par essence rationnels et objectifs. Alors qu'en réalité, tant la création

d'une base de données que la conception d'un algorithme reposent toujours sur des choix humains, donc subjectifs, biaisés et parfois teintés d'idéologie.

Les médias conquis

Smartvote jouit d'une audience importante grâce aux médias, de toute évidence friands de ses «analyses». L'outil a tout pour plaire au *data journalist* en herbe: données comparables d'une élection à l'autre, d'un parti à un autre et d'un canton à un autre, jolis graphiques en couleur. Mais il y a aussi la possibilité d'identifier ceux qui changent d'avis ou sont partisans d'une ligne dissidente par rapport à leurs camarades

de parti.

Hélas, on cherchera en vain des analyses poussées portant sur les votes dans les parlements et sur les recommandations des partis lors des scrutins populaires, des données pourtant précises - un «oui» ou un «non» à une question déterminée - facilement accessibles et disponibles sur une longue durée.

Et pourtant, de telles informations apporteraient un début d'objectivité... et feraient mieux apparaître les différences entre promesses électorales et options effectives qu'une question vague, facile à botter en touche à coup de «plutôt» ceci ou cela.

Economies d'énergie: les cantons n'assument pas leurs responsabilités

Les politiques énergétiques cantonales ne sont pas à la hauteur des besoins

Michel Rey - 01 octobre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35537>

Atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris sur le climat va de pair avec une politique climatique ambitieuse. A l'heure actuelle, les objectifs énergétiques sont loins d'être atteints. Selon une évaluation sollicitée par le [WWF](#), «les politiques climatiques cantonales échouent dans le bâtiment».

En Suisse, les bâtiments représentent près de 40% de la

consommation énergétique et un tiers des émissions de CO₂. Il y a là un potentiel d'amélioration et d'économie d'énergie important à exploiter. Mais il existe de grandes disparités entre les politiques des cantons qui, pour la plupart d'entre eux, manquent d'ambition et d'envergure. Seul Bâle-Ville est un bon élève. Il s'est fixé des objectifs concrets et développe des approches novatrices.

Des mesures lacunaires et pas contraignantes

A l'appui de six indicateurs, [l'évaluation](#) dresse un état des lieux pour chaque canton et évalue les résultats de sa politique. De manière générale, l'évaluation révèle trois lacunes: les mesures ne sont pas contraignantes, leur mise en œuvre s'avère incomplète, et surtout elles sont insuffisantes pour atteindre les

objectifs de l'Accord de Paris.

En termes d'objectifs d'abord. La plupart des cantons ne visent aucun objectif concret ni ne fixent de délais à respecter. Et quand c'est le cas - dans les cantons de BS, BL, BE, GR, LU et ZU - les visées demeurent bien en deçà des objectifs prévus par l'Accord de Paris.

En termes d'instruments. Les prescriptions d'efficacité énergétique pour les transformations de bâtiments ont peu d'effets, car elles ne s'appliquent souvent que pour des transformations d'une certaine importance.

Quelques cantons (GE, JU, LU, OW et BS) connaissent des prescriptions pour remplacer les énergies fossiles par des énergies renouvelables pour la production de chaleur dans les bâtiments existants. Mais 82% de la population vit dans des cantons qui n'ont pas introduit d'exigences relatives à l'augmentation de la part des énergies renouvelables.

Les cantons de BS, BL, BE et NE ont introduit des prescriptions pour un remplacement rapide et complet des chauffages électriques. Des progrès semblent se dessiner dans les autres cantons.

Autre instrument évalué, les aides financières pour accroître l'efficacité énergétique des bâtiments et l'utilisation des

énergies renouvelables. Parmi les bons élèves, on trouve les cantons du VS, GR, UR et BS.

Enfin la dernière mesure évaluée concerne la promotion par le canton de la planification énergétique menée par les communes. L'évaluation examine son caractère obligatoire et la mise à disposition de moyens financiers. Mais le rapport demeure muet sur l'engagement effectif des communes.

Les causes de l'immobilisme cantonal

Le rapport d'évaluation ne fournit pas d'explications sur les causes de ces pratiques différentes ni sur les retards mis par les cantons à assumer leurs obligations.

On peut y voir d'abord des réticences de nombreux parlements cantonaux, à majorité bourgeoise, qui ont souvent édulcoré les programmes proposés par leur gouvernement. Les combats au Grand Conseil vaudois en 2013 pour supprimer l'interdiction des chauffages électriques en sont une illustration. A Fribourg, cet abandon obligatoire a été refusé au terme d'un vote populaire.

Le fédéralisme est souvent présenté comme une organisation étatique qui stimule la concurrence et

l'innovation entre ses membres. En l'occurrence, on est plutôt face à un fédéralisme de paresse ou d'inertie, qui permet aux cantons de se soustraire à l'exécution de tâches d'importance nationale.

Ce manque de volonté politique s'explique certainement par le fait que la Confédération ne peut contraindre les cantons à assumer leur part de responsabilité dans la politique climatique et énergétique.

Cela rappelle l'aménagement du territoire, où pendant plus de 30 ans, la loi fédérale n'a pas été appliquée par les cantons qui en avaient la responsabilité d'exécution. Il a fallu que ce laxisme soit dénoncé pour modifier les compétences d'aménagement en faveur de la Confédération.

Faudra-t-il attendre que la Confédération assume elle-même les responsabilités en matière climatique et énergétique dans les domaines qui relèvent des cantons, mais qu'ils ne sont pas prêts à mettre en œuvre?

A moins que l'urgence climatique qui vient de relancer la politique énergétique au niveau fédéral ne fasse sentir ses effets dans les cantons. Les Chambres fédérales devraient introduire dans la révision de la loi sur le CO₂ des règles contraignantes pour les seuils d'émission.

Correction

Rédaction - 17 septembre 2019 - URL: <https://www.domainepublic.ch/articles/35483>

Dans l'article [Libre-échange et démocratie](#) (DP 2257), nous donnions une liste des pays membres du Mercosur, dont le Venezuela qui en réalité a été suspendu en 2016. Nous avons renoncé à la liste au profit d'un [lien](#).

Ce magazine est publié par [Domaine Public](#), Lausanne (Suisse). Il est aussi disponible en édition eBook pour Kindle (ou autres liseuses) et applications pour tablette, smartphone ou ordinateur.

La reproduction de chaque article est non seulement autorisée, mais encouragée pour autant que soient respectées les conditions de notre [licence CC](#): publication intégrale et lien cliquable vers la source ou indication complète de l'URL de l'article.

Abonnez-vous gratuitement sur domainepublic.ch pour recevoir l'édition PDF de DP à chaque parution. Faites connaître DP - le magazine PDF à imprimer, l'eBook et le site - autour de vous! Vous pouvez aussi soutenir DP par un [don](#).

Index des liens

Elections fédérales: en battant la campagne

<https://www.facebook.com/UDCch/photos/pb.212297922293183.-2207520000.1569335414./1103313636524936/?type=3&theater>

<https://www.20min.ch/ro/news/suisse/story/Le-PDC-tire-a-vue-et-prend-un-violent-retour-de-b-ton-24765721>

<https://www.plr.ch/actualites/communiqués-de-presse/detail-des-actualites/news/une-politique-environnementale-liberale-radicale-efficace-et-ambitieuse/>

<https://www.cvp.ch/fr/climat>

<https://verts.ch/environnement/energie-et-climat/climat>

https://gruene.ch/wp-content/uploads/2019/08/190831_dv_manifest_klima_f-1.pdf

<https://www.sp-ps.ch/fr/publications/communiqués-de-presse/en-finir-avec-le-petrole-le-plan-marshall-climatique-pour-la>

<https://evenements.payot.ch/evenement/roger-nordmann/>

<https://www.infosperber.ch/Artikel/Wirtschaft/Sparen-reicht-nicht-Pladoyer-fur-eine-Okonomie-der-kurzen-Wege>

<https://www.tdg.ch/monde/climat-maurer-plaide-innovation/story/29452232>

Quand l'extrême gauche se convertit à la décroissance

<http://www.achetezmoins.ch/>

<https://fr.wikipedia.org/wiki/D%C3%A9croissance>

https://www.puf.com/content/La_d%C3%A9croissance

<https://journals.openedition.org/lectures/33772#text>

https://www.puf.com/content/%C3%89loge_du_suffisant

<https://jancovici.com/recension-de-lectures/societes/rapport-du-club-de-rome-the-limits-of-growth-1972/>
<https://www.bilan.ch/economie/devenir-riche-en-sauvant-la-planete>
<https://lejournal.cnrs.fr/articles/edgar-morin-ou-leloge-de-la-pensee-complexe>
https://www.mfj.gr.jp/web/sympo_20100710/pdf/Humbert-Fr-Txt-10-07.pdf
<https://bonpourtatete.com/actuel/la-decroissance-est-invendable-parce-que-l-humain-n-est-pas-pret-a-renoncer-a-quoi-que-ce-soit>

Smartvote ou la tentation de rationaliser le choix subjectif des électeurs

<https://smartvote.ch/fr/>
<https://www.swico.ch/fr/news/detail/evaluation-du-barometre-numerique>
https://sv19.cdn.prismic.io/sv19%2F1dc8daa3-7b44-4ca9-88ea-1384695751a5_sv19_matching_fr.pdf
<https://www.avenir-suisse.ch/fr/publication/une-democratie-directe-numerique/>

Economies d'énergie: les cantons n'assument pas leurs responsabilités

<https://www.wwf.ch/fr/medias/classement-wwf-les-politiques-climatiques-cantoniales-echouent-dans-le-domaine-du-batiment>
https://www.wwf.ch/sites/default/files/doc-2019-08/2019-08-Rapport_Evaluation_cantonale_politique_climatique_des_batiments.pdf

Correction

<https://www.domainepublic.ch/articles/35459>
https://fr.wikipedia.org/wiki/March%C3%A9_commun_du_Sud